

2017 : Une année de mobilisation continue



Les luttes des femmes ont permis l'obtention de droits tels que le vote, la contraception, l'avortement, des augmentations salariales, ou encore les droits du travail liés à la maternité. Mais ces droits ne sont pas pour autant acquis définitivement. En effet, non seulement les inégalités et les discriminations existent encore, mais nos acquis tendent à être remis sans cesse en question, grignotés petit à petit, quand ils ne sont pas carrément attaqués frontalement. Cela est d'autant plus vrai à l'heure de l'austérité imposée à l'ensemble des travailleurs.

Une attaque en règle envers tous nos droits : comme travailleuses, et comme femmes

La diminution de l'accès à certains droits et services publics et le

démantèlement de la sécurité sociale touchent en effet l'ensemble des travailleurs, qui voient les soins de santé fondre, les allocations pour les familles (augmentées pour les familles monoparentales) être rognées, la flexibilité et le temps de travail augmentés. Mais dans une société encore empreinte d'inégalités hommes-femmes et d'oppression, ces attaques affectent plus particulièrement les femmes travailleuses qui voient leurs charges augmenter et leurs ressources diminuer : on sait depuis longtemps que les aides aux familles monoparentales concernent surtout des mères seules, que les travaux les moins payés et les moins qualifiés sont souvent l'apanage des femmes, et que les diminutions dans les soutiens aux familles retomberont

généralement sur les femmes. En 2014, elles étaient 1 204 000 à se trouver dans le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. En 2016, elles sont 59 000 en plus. En 2016, 465 000 familles sont monoparentales, dont 83 % ont une femme comme chef de famille. Pour ces familles, le risque de pauvreté est doublé et le risque de chômage est triplé.

Cette austérité, qui vise l'ensemble des travailleurs, bien qu'à des degrés divers, s'accompagne aussi de l'augmentation des discours racistes, homophobes et sexistes. Diviser pour mieux appliquer les mesures, et faire croire aux gens que les catégories les plus opprimées sont responsables des pénuries, voilà des techniques déjà bien éprouvées.

Ainsi, pour ne citer que quelques faits, en janvier 2017, la Russie dépenalisait les violences domestiques. En mars 2017, le député polonais Januz Korwis-Mikke tenait les propos suivants : « *Les femmes doivent gagner moins. Elles sont plus faibles, plus petites et moins intelligentes.* »

Les femmes en lutte

Aux Etats Unis, ainsi que dans 70 pays du monde, les femmes ont manifesté contre l'élection de Trump et ses discours misogynes tels que « *oui, elles doivent être punies et l'avortement doit être interdit* ». En octobre 2016, les femmes se sont mobilisées en Pologne contre la proposition de loi d'interdire l'avortement.

Cette année, plus que les années précédentes, les femmes se sont mobilisées de façon coordonnée dans environ 50 pays du monde à l'occasion de la journée internationale des femmes. La mobilisation était notamment coordonnée par le mouvement IWS (International Women's Strike) qui répond à la violence sociale, juridique, politique, vécue par les femmes. C'est donc contre toutes ces violences que les femmes ont manifesté ce 8 mars 2017, et cela, sous différentes formes : arrêt du travail et de tâches ménagères pour un jour ou une heure, port de vêtements noirs, grève du sexe, grève d'achat, signature électronique signalant la grève, marches, manifestations...

En Belgique, les femmes se sont rassemblées pour manifester contre les mesures d'austérité

du gouvernement. Le 8 mars, une mobilisation s'est également tenue à Bruxelles. Nous déplorons cependant une tendance à ne vouloir mobiliser que les femmes, en organisant des manifestations 'hommes exclus', alors qu'il nous semble qu'il faille tout au contraire lutter contre toute idéologie de division et mener campagne pour que les hommes se sentent tout autant concernés par ces luttes.

Mais les manifestations ne s'arrêtent pas qu'au 8 mars. Partout dans le monde, les femmes luttent.

En avril 2017, les Saoudiennes ont protesté contre l'interdiction qui leur est faite pour conduire. Le 3 juin 2015 et le 25 novembre 2016, en Argentine, les femmes descendaient dans la rue avec comme cri de ralliement « Ni una menos » (ni une en moins), suite aux féminicides qui ont lieu dans ce pays. Ce 20 mai, à Pretoria en Afrique du Sud, les hommes et les femmes ont manifesté contre les violences faites aux femmes.

Les Chiliennes viennent, quant à elles, de gagner une victoire historique, bien que partielle : le droit à l'avortement dans certains cas encore très (trop) limités. Et les Marocaines sortent dans la rue pour manifester contre les violences faites aux femmes.

Quelles perspectives ?

Les femmes sont évidemment les premières concernées par ces mesures de discriminations et d'oppression, et elles seront en toute logique toujours à la tête de ces manifestations et de ces luttes. Mais les hommes ne doivent pas

rester de simples observateurs. Les mesures contraceptives et le droit à l'avortement les concernent également, comme toutes les questions liées à la sexualité et à la santé. L'égalité salariale aussi les concerne, car en cette époque de chômage de masse, le patronat ne cessera jamais d'utiliser des catégories de travailleurs moins bien payés pour faire pression sur l'ensemble des travailleurs.

Nous ne devons pas non plus oublier que les femmes ne constituent pas un tout homogène. Que ce groupe est traversé également par des clivages, parmi lesquels la différence de classe sociale est certainement la plus significative. Ainsi, par exemple, nous sommes toutes d'accord pour exiger le droit à l'avortement. Mais l'importance de la gratuité ne sera ressentie que par celles qui ne peuvent pas déboursier des milliers d'euros pour y avoir accès. Autre chose : dans la lutte pour les conditions de travail, pour un salaire égal, qui touche directement aux bourses patronales, de quel côté se rangera la femme du patron ? Et les crèches ou la question de la répartition des tâches ménagères ne sont pas des sujets de première importance pour celles qui ont du personnel dédié à ces tâches.

Ainsi, tout en constituant un front unique dans les luttes communes, nous ne devons jamais oublier que nous devons promouvoir avant tout les intérêts des femmes travailleuses et nous organiser en ce sens de manière indépendante.

**Ce jeudi 28 septembre, tous à la manif
Bruxelles, Esplanade Cinquenaire 17 h 30**



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com - www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs

Ne jetez pas ce tract sur la voie publique, passez-le plutôt à un camarade. - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 - 1170 Bxl